La résistance des Ngäbe et des Buglé maintient les industries extractives à l’extérieur de leurs territoires

L’histoire des peuples indigènes ngäbe-buglé, établis dans la région occidentale du Panama, est truffée d’abus et d’impositions depuis l’époque de la colonisation. Néanmoins, ils continuent de lutter sans trêve pour leur autonomie et contre l’installation d’entreprises minières, de barrages hydroélectriques et d’autres industries destructrices [1].

De nos jours, les industries les plus destructrices peuvent obtenir des ‘labels verts’ pour faire croire qu’elles respectent l’environnement ou pour financer des projets de ‘compensation’ qui, en théorie, remplacent la biodiversité perdue ou neutralisent la pollution. Or, cette stratégie ne fait qu’affermir le système actuel fondé sur l’extraction, en faisant croire aux consommateurs que la destruction est compensée ou qu’un projet destructeur peut être ‘durable’.

Contre cette tendance à faire passer pour ‘vertes’ les entreprises pollueuses à force de slogans écologistes, les peuples sont en train d’opposer une forte résistance. À ce sujet, les Ngäbe-Buglé sont devenus une source d’inspiration en 2010, pour avoir obtenu l’approbation d’une loi qui interdisait les mines et les barrages hydroélectriques sur leur territoire. De même, en mars 2017 El Salvador a approuvé une législation qui interdit tous les types de mines de métaux à ciel ouvert, suite à de fortes manifestations d’opposition [2]. Au Costa Rica aussi, grâce aux plus de 15 ans de résistance populaire, les mines de métaux à ciel ouvert sont interdites [3]. Et en mars dernier également, une municipalité du sud de la Colombie a réussi à faire interdire une mine d’or à ciel ouvert qui allait être la plus grande du monde, grâce à l’opposition de la majorité de la population concernée [4].

En cette occasion nous avons parlé avec Rogelio Montezuma, directeur du Comité pour la défense de la Contrée Ngäbe-Buglé et protagoniste de la résistance à la mine de cuivre de Cerro Colorado et aux barrages hydroélectriques.

Entretien avec Rogelio Montezuma

- Quels étaient les projets miniers et hydroélectriques prévus dans la région ?

Il était prévu de créer une concession minière sur le territoire des Ngäbe-Buglé en 2010, en réformant le code minier de façon à favoriser l’investissement étranger. Ceci aurait permis également de créer une concession sur l’eau pour la construction d’un barrage hydroélectrique, que la population a fermement refusée en 2011 et en 2012. Grâce à cela, le gouvernement de Ricardo Martinelli a dérogé la loi qui devait réformer le code minier et formulé une autre destinée à interdire aussi bien la prospection et l’exploitation minière que les barrages hydroélectriques dans la région.

- Pourquoi était-il si important de protéger le Cerro Colorado contre les activités d’extraction ?

La protection du Cerro Colorado est importante en raison de la biodiversité qu'il contient et dont dépendent les communautés ngäbe, leur culture, leurs traditions et leurs coutumes ; en outre, les fleuves de cette région sont d'autant plus importants qu'ils y prennent naissance et qu'ils approvisionnent la population indigène et non indigène. D'autre part, du point de vue géographique le Cerro Colorado est considéré comme un couloir biologique mésoaméricain et comme le poumon de la région.

- Comment avez-vous organisé la résistance ? Quelle a été votre stratégie ?

La résistance s'est maintenue grâce à la prise de conscience de la population de la contrée. Pour y parvenir, on a transmis aux communautés de l'information concernant les effets négatifs de ces projets sur les aspects sociaux, écologiques et culturels, et on a projeté des vidéos sur les mauvaises expériences vécues par d'autres peuples indigènes en raison de l'exploitation minière.

- Comment avez-vous réagi à la criminalisation et à la répression déployée par le gouvernement ?

La population ngäbe lutte avec ténacité pour sa survie. Elle n'a jamais renoncé à résister, malgré le massacre et la répression brutale de la part de la police nationale, jusqu'à l'établissement d'un accord qui garantit son aspiration à vivre sans mines et sans barrages.

- Pourquoi l'accord contre les mines et les barrages hydroélectriques n'a-t-il pas été appliqué au barrage de Barro Blanco ?

L'accord conclu après la répression est devenu une loi qui interdit la prospection et l'exploitation minière, et les barrages également, dans la Contrée Ngäbe-Buglé. On n'a pas réussi à interdire le barrage de Barro Blanco parce qu'il est au dehors des limites de la région, malgré le fait qu'il a des répercussions sur les communautés ngäbe qui vivent sur les bords du fleuve où il a été construit.

- Le barrage a-t-il déjà eu des répercussions sur les communautés et les forêts ?

L'effet concret qu'il a déjà eu est que le remplissage de la retenue a inondé les villages qui se trouvent sur les rives du fleuve Tasabara. Mais la résistance n'a pas encore pris de décision à ce sujet parce que les personnes concernées ont atteint un tel degré de désespoir que nous ne savons pas ce qui va se passer dans un proche avenir.

- Comment pourrait-on soutenir de l'extérieur la lutte des peuples ngäbe-buglé ?

La participation ferme de la population est fondamentale dans tous les scénarios de projets semblables qu'on essaie d'imposer au peuple. En plus, la défense de la législation est essentielle et le sera toujours.

[1] http://wrm.org.uy/oldsite/countries/Panama/article1.html ; http://wrm.org.uy/oldsite/boletin/46/Panama.html.

[2] https://ramumine.wordpress.com/2017/03/31/el-salvador-prizing-water-over-gold-bans-all-metal-mining/.

[3] http://www.bdlaw.com/assets/htmldocuments/Costa%20Rica%20Proyecto-159481.pdf.

[4] https://ramumine.wordpress.com/2017/03/28/central-colombia-town-bans-worlds-largest-open-pit-goldmine/.

[5] http://www.radiotemblor.org/prohiben-la-mineria-a-cielo-abierto-en-areas-protegidas-de-panama/.